

LISTE DES MINISTRES ET CHEFS DE DÉLÉGATION

Qualité	Nom	Prénom	Délégation	Fonction
M.	Neumann	Bernd Otto	ALLEMAGNE	Ministre délégué du Gouvernement fédéral pour la Culture et les Médias
Mme	Schmied	Claudia	AUTRICHE	Ministre de l'Enseignement, des Arts et de la Culture
Mme	Laanan	Fadila	BELGIQUE	Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel de la Communauté française de Belgique
M.	Danailov	Stefan	BULGARIE	Ministre de la Culture
M.	Demetriou	Andreas	CHYPRE	Ministre de l'Éducation et de la Culture
Mme	Schmitt Jensen	Anne Julie	DANEMARK	Conseiller spécial du ministre de la Culture
M.	Molina Sánchez	César Antonio	ESPAGNE	Ministre de la Culture
Mme	Jänes	Laine	ESTONIE	Ministre de la Culture
Mme	Lindén	Suvi	FINLANDE	Ministre des Communications
M.	Liapis	Michalis	GRÈCE	Ministre de la Culture
M.	Hiller	István	HONGRIE	Ministre de l'Éducation et de la Culture
M.	Power	Seán	IRLANDE	Ministre d'État chargé des Communications, de l'Énergie et des Ressources naturelles
M.	Bondi	Sandro	ITALIE	Ministre des Biens et Activités culturelles
M.	Romani	Paolo	ITALIE	Secrétaire d'État chargé des Communications
Mme	Demakova	Helēna	LETONIE	Ministre de la Culture
Mme	Paknyté	Diana	LITUANIE	Secrétaire d'État à la Culture
Mme	Modert	Octavie	LUXEMBOURG	Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
M.	Schiltz	Jean-Louis	LUXEMBOURG	Ministre des Communications
Mme	Cristina	Dolores	MALTE	Ministre de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
Mme	Van Kranendonk	Judith	PAYS-BAS	Directrice générale de la Culture et des Médias
M.	Zdrojewski	Bogdan	POLOGNE	Ministre de la Culture et du Patrimoine national
M.	de Melo Pinto Ribeiro	José António	PORTUGAL	Ministre de la Culture
M.	Santos Silva	Augusto	PORTUGAL	Ministre des Affaires parlementaires
M.	Jehlička	Václav	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Ministre de la Culture
M.	Iorgulescu	Adrian	ROUMANIE	Ministre de la Culture et des Cultes
M.	Burnham	Andrew	ROYAUME-UNI	Secrétaire d'État à la Culture, aux Médias et aux Sports
M.	Sečík	Ivan	SLOVAQUIE	Secrétaire d'État aux Médias et à l'Audiovisuel
M.	Simoniti	Vasko	SLOVÉNIE	Ministre de la Culture
M.	Toremark	Carl Henrik	SUÈDE	Secrétaire d'État adjoint
M.	Figel'	Ján	COMMISSION EUROPÉENNE	Commissaire pour l'Éducation, la Formation, la Culture et la Jeunesse
Mme	Reding	Viviane	COMMISSION EUROPÉENNE	Commissaire pour la Société de l'Information et les Médias
M.	Giske	Trond	NORVÈGE	Ministre de la Culture et des Cultes



Valorisation du patrimoine européen

Introduction – Intervention de la Ministre

Je vous propose d'organiser cette séance en deux parties :

- Tout d'abord une réflexion sur les moyens concrets que nous pourrions mettre en œuvre pour valoriser le patrimoine européen et le faire connaître par un large public, notamment par les plus jeunes ;
- Nous pourrions en second lieu évoquer la question de la prévention et de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, enjeu déterminant pour la préservation du patrimoine européen public et privé et sa transmission aux futures générations.

Venons en donc à notre premier point.

Nous avons besoin d'une Europe de projets, dans lesquels s'incarne l'esprit européen.

Le projet du label du Patrimoine européen s'inscrit bien dans la mise en œuvre de l'article 151 du Traité. Il prévoit que l'action de la Communauté vise à encourager la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans le domaine de la conservation et de la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne.

Le projet de « label du Patrimoine européen » a été proposé lors des « Rencontres pour l'Europe de la culture » de Grenade d'avril 2006 et débattu lors de celles de Lublin en Pologne, en octobre 2006. Il a fait l'objet d'un important travail intergouvernemental de définition et de conception lors des réunions de Paris (en juillet 2006), d'Athènes (en octobre 2006) et de Madrid (en janvier 2007). Seize États membres se sont joints à cette initiative. Plusieurs d'entre vous m'ont fait part de leur intérêt voire de leur enthousiasme lors d'entretiens bilatéraux.

Quel est l'objectif de ce projet ?

Il vise avant tout à distinguer et à mettre en réseau les biens culturels, monuments, sites naturels ou urbains, et les lieux de mémoire, témoins de l'histoire et de l'héritage européens, et plus encore des croisements continus de nos héritages nationaux.

Plusieurs interrogations ont émergé sur la valeur ajoutée d'une telle initiative alors qu'il existe déjà d'autres actions internationales en faveur de la sauvegarde du patrimoine, dont la plus connue est la liste du « Patrimoine mondial » de l'UNESCO. Ce projet est tout à fait complémentaire si l'on considère que la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco est axée sur la protection des monuments et des sites eu égard à leur valeur universelle. Ainsi la maison natale de Rossini ou les chantiers navals de Gdansk ne sont pas destinés à être inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, en revanche, ils ont toute leur place au sein des sites labellisés du patrimoine européen pour ce qu'il représente dans notre mémoire collective.

Par ailleurs, un tel projet me semble devoir trouver une autre complémentarité forte avec l'action et l'expertise qu'a développées le Conseil de l'Europe depuis de nombreuses années. Je veux citer les « Itinéraires culturels européens » du Conseil de l'Europe, axés principalement sur les peuples, les migrations et les grands courants de civilisation.

Je remarque que les objectifs du label du Patrimoine européen rejoignent ceux du plan de travail du Conseil 2008-2010 dans le domaine culturel, adopté sur la base de la contribution décisive de la Commission présentée par Jan Figel en mai 2007. En effet il s'agit :

- de valoriser le patrimoine et de renforcer l'attachement des citoyens européens à cet héritage ;
- d'améliorer l'attractivité économique et le développement durable des territoires de l'Union ;
- de développer l'éducation culturelle et artistique, particulièrement à destination des jeunes.

Il importe de veiller à ce que ce projet se traduise par des retombées pratiques.

Je note également que le Parlement européen, dans sa résolution du 10 avril 2008 sur un agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation, a apporté son appui à la création par l'Union d'un tel « label du Patrimoine européen ».

Pour atteindre notre objectif :

- il ne faut surtout pas créer une usine à gaz administrative, mais au contraire s'appuyer sur une structure de gestion la plus légère possible. A mon avis, la Commission serait probablement la plus à même de l'accueillir. A mes yeux, un bon exemple est la manière dont est coordonnée l'initiative des capitales européennes de la culture. C'est un réseau qu'il s'agit de créer et pas une nouvelle administration ;
- en deuxième lieu, il conviendra de travailler ensemble pour bien préciser les modalités et critères des futurs sites à labelliser. En la matière, on pourrait utilement s'inspirer du projet intergouvernemental actuel : c'est-à-dire articuler, selon des procédures simples et souples, les niveaux nationaux et européen de désignation.
- Enfin, il me semble important qu'en contrepartie de leur sélection, les sites s'engagent à promouvoir les activités artistiques, culturelles et scientifiques sous diverses formes, à développer un accueil et une information du public de qualité en plusieurs langues. La mise en valeur de leur dimension européenne est un aspect essentiel à mes yeux.

Ce projet aurait tout intérêt à se matérialiser également par la mise en place d'un site internet donnant des informations sur le réseau et les sites labellisés, ce qui assurerait une large publicité en Europe.

Dernier point sur lequel je souhaite appeler votre attention, c'est celui de la jeunesse, de l'accès de la jeunesse au patrimoine européen, son patrimoine. Il me semble très important que nous essayions d'identifier la meilleure façon de sensibiliser à l'intérêt et à la valeur du patrimoine culturel et historique de l'Europe. Je sais que certains d'entre vous ont mis en place des dispositifs très intéressants : conditions d'accès privilégiés pour les jeunes, accompagnement pédagogique, etc. Je crois qu'il serait très utile que nous échangions nos expériences en la matière.

Une initiative à destination des jeunes certains sites labellisés pourrait faire l'objet d'engagements spécifiques de la part de ces sites, comme par exemple un accès à des conditions privilégiées – qui pourraient être la gratuité.

Afin de nourrir notre discussion, trois questions vous ont été soumises :

- sur les actions nouvelles qui, pourraient être menées par l'Union européenne en matière de valorisation du patrimoine européen et de promotion de son accès
- sur la création d'un « label du Patrimoine européen » par l'Union européenne,
- et sur les initiatives concrètes complémentaires qui pourraient être envisagées au niveau européen afin de favoriser l'accès du public, et notamment des jeunes, au patrimoine

Voilà, Monsieur le Commissaire, chers collègues, les quelques réflexions préliminaires dont je voulais vous faire part. Je vous propose, cher Jan Figel, qui avez dès le début manifesté une attention plus que bienveillante à ce projet, d'engager la discussion.



Valorisation du patrimoine européen

Conclusion – Intervention de la Ministre

Je vous remercie, chers collègues, de vos contributions très utiles et constructives, qui permettent de donner un cadre aux discussions des prochains mois.

L'Europe est riche de projets qui, initiés par quelques-uns, ont progressivement incarnés la volonté des Etats membres de l'Union d'avancer ensemble. Ainsi, les « capitales européennes de la culture », avant d'être une action européenne, ont été un projet intergouvernemental. Le label du « Patrimoine européen » pourrait suivre la même voie.

Je propose que sur la base de la discussion d'aujourd'hui, le comité des affaires culturelles soit saisi de ce dossier et prépare un texte sur lequel nous pourrions nous entendre lors du conseil culture du 20 novembre.

Ce texte, par exemple, pourrait inviter la Commission à nous présenter une proposition de décision qui serait soumise au conseil et au Parlement européen.

Merci encore pour ce riche débat.



Trafic des biens culturels

Introduction – Intervention de la Ministre

Mesdames et Messieurs les ministres, Monsieur le Commissaire, je vous propose de passer à la deuxième partie de notre ordre du jour pour aujourd'hui, qui porte sur la prévention et la lutte contre le trafic illicite de biens culturels dans l'Union européenne.

C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur car le patrimoine de mon pays, comme celui de nombreux autres pays européens, est massivement victime de pratiques criminelles. Nos églises de village sont régulièrement pillées, les vols de tableaux prestigieux dans les musées sont toujours trop fréquents et les demeures privées sont aussi l'objet de visites malveillantes qui se traduisent par la disparition de nombreux objets de valeur artistiques.

Les statistiques sont éclairantes : en France, pour la seule année 2007, elles font état de plus de 2700 vols sur le territoire national, entraînant la disparition de plus de 10 000 objets culturels et d'archives.

Naturellement, ce phénomène est loin de se limiter à mon pays : tout notre continent riche de son histoire et d'un patrimoine exceptionnel, est concerné.

Qui n'a expérimenté, récemment, la disparition ou la dégradation d'une œuvre d'intérêt national ? Nous avons été particulièrement marqués par la disparition du « Cri » de Munch au musée d'Oslo chez nos amis norvégiens (qui a été heureusement retrouvé depuis).

A Tournai, un trésor inestimable, la croix byzantine conservée depuis des siècles dans la cathédrale, a été dérobé en février suite à un vol à main armée.

Toutes les études montrent que ces actes sont perpétrés, pour une très grande majorité d'entre eux, par de véritables réseaux de criminalité organisés à l'échelle européenne voire, pour certains, mondiale.

Le trafic illicite de biens culturels constitue ainsi un défi pour chacun de nos pays, qui prend aujourd'hui une dimension alarmante.

Certes, nous ne restons pas inertes face à ces actions criminelles. Le travail des services nationaux spécialisés dans la lutte contre les trafics illicites de biens culturels est admirable et parfois couronné de succès. Je veux rendre ici hommage à ces fonctionnaires, aussi tenaces que discrets, qui régulièrement remportent, heureusement, de beaux résultats. Les carabinieri italiens ont réussi un coup de maître en mettant la main sur plusieurs dizaines de statuettes volées récemment sur un site antique, et d'autres exemples tout aussi heureux pourraient encore être cités.

Mais, avouons-le, nos moyens et nos résultats ne sont pas à la hauteur face aux bandes parfaitement organisées qui sévissent sur le continent.

Les raisons en sont nombreuses, mais j'en vois deux principales :

- Les trafiquants jouent à merveille des disparités de législation, pénale ou non, qui existent entre nos différents pays, ainsi que du caractère peu dissuasif du corpus de règles communautaire en ce domaine.
- Si la coopération européenne existe, elle est insuffisante aussi bien dans ses moyens que dans son organisation.

C'est sur ces deux points que je souhaiterais que nous nous arrêtions aujourd'hui.

1/ Tout d'abord, ce qui caractérise principalement l'Union européenne en matière de lutte contre le trafic illicite de biens culturels, c'est avant tout l'absence d'harmonisation des législations de nature à prévenir le vol d'œuvres d'art et à sanctionner le trafic des biens culturels.

La Direction générale « Justice, liberté et sécurité » de la Commission européenne a dressé, à cet égard, un constat accablant dans son étude récente portant sur le traitement au sein l'Union européenne de cinq types d'infractions, parmi lesquelles le « trafic de marchandises culturelles ».

Les différences entre Etats membres portent aussi bien sur la définition du vol de biens culturels, que sur le délit de recel, les délais de prescription et les règles d'indemnisation.

Par ailleurs, le corpus de règles communautaire est peu dissuasif, même si une série de dispositions est apparue au cours des années 1990, qui porte sur le contrôle commun de l'exportation des biens culturels et sur la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire.

Les limites de ce dispositif sont nombreuses, notamment du fait de l'éclatement des compétences entre différents services de la Commission :

- **l'exportation des biens culturels** est ainsi suivie par un comité spécifique mais sous le seul angle douanier ;
- **la traçabilité intracommunautaire des biens culturels** est abordée sous le seul angle de la liberté de circulation des marchandises et du marché intérieur ;
- **la prévention et la lutte contre le trafic** relèvent de la coopération policière et judiciaire.

Je note également que la Direction générale en charge de la culture, à la Commission européenne, n'est que très indirectement impliquée dans ces questions, qui concernent pourtant la protection et l'accès au patrimoine culturel.

2/ Deuxième limite : il me semble que la coopération entre les instances nationales, qui est active, est en réalité encore très insuffisante.

Je ne prendrais qu'un exemple : les bases de données des objets volés que les polices nationales élaborent patiemment ne sont même pas connectés, rendant très difficile, parfois impossible l'identification de biens dérobés dans un autre pays.

Ce constat, chers collègues, nous l'avons déjà en partie fait puisque la question de la mobilité des collections figure à l'agenda européen de la culture au titre des domaines d'action prioritaires pour la période 2008-2010.

De même, le Parlement européen a réclamé le renforcement de la lutte contre l'importation et l'exportation illégales en adoptant cette année le rapport du député Graça-Moura.

Toutefois, si le patrimoine est victime de ces trafic illicites, les solutions sont loin de relever exclusivement de nos compétences en tant que ministres de la culture. Des réponses doivent être recherchées au sein de toutes les enceintes européennes susceptibles d'y contribuer comme, notamment, le Conseil « Justice et affaires intérieures » qui traite de la coopération judiciaire et policière.

C'est pourquoi il est d'autant plus nécessaire pour nous, Ministres de la Culture, de nous mobiliser collectivement pour faire progresser un dossier qui nous concerne au premier chef. A l'évidence, l'Europe a un rôle majeur à jouer pour apporter des solutions à un problème qui dépasse les frontières.

J'ai donc voulu faire figurer cette priorité au programme de cette Présidence, car je pense qu'il est temps de renforcer nos capacités d'action en la matière à travers une coordination plus étroite entre Etats membres et une amélioration des actions conduites par l'Union européenne elle-même.

Ainsi, la question de la prévention et de la lutte contre le trafic de biens culturels sera étudiée à l'occasion de deux colloques organisés par la Présidence française durant ce semestre :

- le premier rassemblera, le 23 octobre prochain, au Musée d'Orsay, les responsables européens des musées et des institutions organisatrices d'expositions ;
- le second, à Roubaix les 20 et 21 novembre, portera sur la lutte contre le trafic illicite des archives et fera la synthèse des travaux menés depuis 2005 par les archivistes de l'Union européenne. Car les archives, qui recueillent une part de notre mémoire collective, sont également la cible de trafiquants spécialisés.

*

La connaissance du terrain étant, en ce domaine, essentielle, il m'est apparu important que nous puissions bénéficier d'un retour d'expériences de la part d'experts nationaux, afin notamment de mieux cerner la valeur ajoutée que pourrait apporter l'Union européenne.

M. Bela Vukan, expert hongrois, nous présentera la réalité des trafics dont est victime le patrimoine de son pays.

Le Colonel Pierre Tabel, chef de l'office central de lutte contre le trafic des biens culturels français, nous exposera les filières et les mécanismes du blanchiment ainsi qu'un projet d'interconnexion des bases de données des objets volés.

Le Général de Brigade Dottore Giovanni Nistri, qui commande le service des carabinieri chargé de la tutelle du patrimoine culturel en Italie, nous parlera de l'organisation interne de la lutte dans son pays.



Trafic des biens culturels

Conclusion – Intervention de la Ministre

Mes chers collègues, Monsieur le Commissaire, Messieurs les experts, je tiens à vous remercier pour vos contributions qui nous montre l'ampleur du trafic illicite de biens culturels et nous aide à cerner les diverses chantiers à conduire au niveau européen pour prévenir, gêner ou faire cesser ce trafic.

La situation est en effet paradoxale. Alors même que chacun des Etats membres consacre des moyens substantiels à la lutte contre le trafic de biens culturels, et que la coopération – bilatérale ou multilatérale – des autorités nationales remporte des succès indéniables, les législations des différents pays n'en demeurent pas moins très disparates. La définition du délit de recel, par exemple, constitue à elle seule un véritable sujet compte tenu des différences de conception qui ont cours au sein de l'Union européenne. Quant aux instruments juridiques et aux actions conduites au niveau communautaire ils se révèlent, pour tout dire, assez peu dissuasifs.

Or, ce sont précisément les disparités de législations entre Etats membres qui déterminent les flux de biens volés, aussi bien que la carte de l'implantation géographique des trafiquants et des receleurs en Europe. Il est inutile, par exemple, de renforcer fortement les peines qui sanctionnent le vol des œuvres qui constituent notre patrimoine – comme la France vient de le faire la semaine dernière –, si les malfaiteurs peuvent, une fois la frontière passée, en disposer avec une relative tranquillité en jouant sur les délais ou les modalités de prescription de ce délit.

Le dispositif communautaire, pour sa part, requiert manifestement un renforcement des instruments normatifs, une plus grande cohérence dans la répartition des compétences et davantage de coopération entre les différents services impliqués dans la prévention et la lutte contre le trafic de biens culturels.

Je vous propose donc d'examiner la pertinence de trois pistes d'action, susceptibles de renforcer l'efficacité de la lutte contre cette forme de criminalité :

- En premier lieu, je crois qu'il est essentiel de permettre l'interconnexion des bases de données d'objets volés ; ces fichiers existent déjà dans de nombreux pays d'Europe, mais leur efficacité est limitée par l'absence de mise en commun des données qu'elles contiennent. Il s'agit, me semble-t-il, d'une piste simple, qui démultiplierait l'efficacité des moyens déjà engagés sans créer de nouvel instrument administratif ou juridique. Un tel projet relève avant tout de la compétence du Conseil des ministres Justice et Affaires intérieures de l'Union européenne. Je vous propose donc d'appeler fortement l'attention de nos homologues pour en souligner les enjeux et l'opportunité.
- En second lieu, il convient de réfléchir au rapprochement des dispositions législatives et réglementaires, notamment pénales, qui, dans chaque pays, permettent de prévenir et de réprimer la délinquance en matière de biens culturels.

- En troisième lieu, il me semble qu'il serait particulièrement utile de mettre en place un groupe d'experts des Etats membres, qui serait chargé de cerner les questions de toutes natures – culturelles, juridiques, pénales et policières, douanières, économiques – soulevées par la délinquance en matière de biens culturels. Il reviendrait à ce groupe de proposer toutes mesures concrètes susceptibles de renforcer l'efficacité de la coopération européenne en ce domaine.

Le groupe de travail sur la mobilité des collections, déjà mis en place dans le cadre de la méthode ouverte de coordination « culture », pourrait remplir ce rôle, à côté des missions qu'il assume d'ores et déjà.

Par ailleurs, nous pourrions appeler l'attention de la Commission sur la nécessité, pour les différentes directions générales concernées par ce sujet, de se coordonner de manière plus systématique afin d'accroître l'efficacité de l'action de l'Union.

Mes chers collègues, je crois très sincèrement qu'il est de l'intérêt de chacun et de l'intérêt collectif de développer une culture partagée de la protection du patrimoine culturel européen contre le vol. C'est l'une des garanties de l'accès du plus grand nombre à ces richesses. Je souhaite donc vivement que nous puissions avancer ensemble sur ces questions.

Je vous remercie.



Aspects audiovisuels de la réforme du « Paquet Télécom » Introduction – Intervention de la Ministre

Madame la commissaire, chère Viviane, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues,

Bienvenue à ceux d'entre-vous qui nous rejoignent ce matin. Je me réjouis que nous ayons aujourd'hui cette réunion informelle pour débattre de la réforme envisagée du cadre réglementaire des communications électroniques, plus communément appelé « Paquet Télécom », et de son impact sur le secteur audiovisuel.

Comme vous le savez, la Commission a adopté le 13 novembre dernier un ensemble de propositions législatives tendant à réviser le « Paquet Télécom ». Ces propositions sont en discussion actuellement au Parlement européen et au Conseil - au sein duquel l'examen des textes a été confié aux **ministres en charge des télécommunications**.

L'objet principal de ces textes est de réglementer les réseaux de communications électroniques et non les contenus et services audiovisuels véhiculés et mis à disposition sur ces réseaux. Cependant, ils ont potentiellement un impact **considérable pour le secteur audiovisuel**. Ils abordent en effet des sujets de grande importance pour l'avenir de ce secteur comme la gestion du spectre radioélectrique, le respect du droit d'auteur dans l'environnement numérique et les obligations de reprise de chaînes (le fameux « *must carry* »).

Je vous propose donc que cette réunion informelle soit l'occasion d'échanger nos points de vue sur ces trois sujets en particulier.

1. - Comme vous le savez, les règles encadrant la gestion du spectre radioélectrique ont un impact tout particulier sur le développement du secteur audiovisuel européen, et notamment sur la richesse et la diversité de l'offre de télévision et de radio proposée aux citoyens.

Quel objectif vise le projet de réforme de la Commission ?

Il vise avant tout à optimiser la gestion du spectre radioélectrique, ressource publique rare ; il ne peut naturellement qu'être souscrit à cet objectif partagé par tous. Il est bien sûr fondamental que cette réforme soit menée dans la recherche de l'intérêt général et qu'elle préserve un juste équilibre entre :

- d'une part l'optimisation des intérêts économiques ;
- et d'autre part la capacité, pour les États membres, à poursuivre des objectifs d'intérêt général - tels que la promotion du pluralisme et de la diversité culturelle et linguistique ou l'aménagement du territoire.

Ainsi, si la contribution du spectre à l'activité économique est essentielle, tout aussi importante est sa contribution aux enjeux sociaux, culturels et politiques. Nous ne soulignerons jamais assez que la gestion du spectre doit être pensée en terme de préservation de l'intérêt général.

Je vous propose donc que nous ayons un échange de vues sur les aspects audiovisuels de la réforme de la gestion du spectre pour appréhender l'impact de ces propositions sur le secteur audiovisuel et, en

particulier, sur **la capacité des États membres à poursuivre des objectifs d'intérêt général dans le cadre de leur politique audiovisuelle**. A cet égard, le service public joue un rôle essentiel en contribuant fortement à la diversité culturelle et linguistique, et au pluralisme des expressions. Le service public audiovisuel a des missions spécifiques au service de l'intérêt général.

2. - Le second point sur lequel je souhaite appeler votre attention est celui des dispositions visant à contribuer au respect de la législation en matière de droit d'auteur.

Vous avez certainement relevé que le cadre réglementaire européen actuel des communications électroniques ne contient aucune mesure concernant ce sujet. Pourtant, le développement des communications et services électroniques est porté pour une large part par la distribution de contenus, notamment musicaux et audiovisuels, protégés par le droit d'auteur.

Il est proposé d'introduire deux nouvelles dispositions relatives à l'information sur la propriété littéraire et artistique dans l'environnement numérique.

Quel est l'objectif de ces dispositions?

Ces deux dispositions **de portée générale** visent à rappeler la nécessité de respecter les droits d'auteur et droits voisins, notamment en instaurant une obligation d'information de leurs abonnés, aux opérateurs de communications électroniques. Je note à ce sujet que certains opérateurs européens informent d'ores et déjà leurs abonnés de la nécessité de respecter la législation sur les droits d'auteur.

Ces mesures, qui font appel à la **coopération accrue entre les différentes parties prenantes**, tendent à asseoir la volonté politique européenne de garantir la protection du droit d'auteur, de **favoriser le développement des offres légales** de contenus culturels et créatifs en ligne et de **lutter contre le piratage des œuvres sur Internet**.

Je souhaite donc que notre débat permette d'avoir un échange de vues sur les dispositions utiles à prévoir au sein du « Paquet Télécom » pour contribuer au respect de la législation en matière de droit d'auteur et de droits voisins.

3. - Enfin, dernier point sur lequel je souhaite attirer votre attention, c'est celui de l'évolution des règles relatives aux obligations de reprise de chaînes (« must-carry »).

Quel est le sens de la réforme envisagée ?

Cette réforme a principalement deux volets :

- d'une part, elle vise à inscrire dans le cadre législatif national les objectifs d'intérêt général poursuivis par les obligations de *must-carry* ;
- d'autre part, elle introduit une procédure de révision périodique de ces obligations, révision qui devra être effectuée dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la directive, puis au moins une fois tous les 3 ans.

La question qui se pose est la suivante : ces propositions d'évolution laissent-elles suffisamment de souplesse aux États membres dans la définition de ces règles ?

Je vous propose donc que nous échangions également sur ce point pour juger de la pertinence d'une telle évolution.

Voilà, chers collègues, les quelques réflexions préliminaires dont je voulais vous faire part. Afin de nourrir notre discussion, la Présidence vous a soumis trois séries de questions, portant chacune sur l'un des enjeux que je viens d'évoquer :

- la réforme de la gestion du spectre,
- l'information sur la protection des droits d'auteur,
- le *must-carry*.



Aspects audiovisuels de la réforme du « Paquet Télécom »

Conclusion – Intervention de la Ministre

Chers collègues,

Je vous remercie pour la richesse des débats que nous venons d'avoir sur la révision du cadre réglementaire communautaire des communications électroniques.

Il a été rappelé l'importance considérable pour le secteur audiovisuel que revêtent ces textes, même si leur vocation première est de réglementer les réseaux de communications électroniques.

Je retiens de notre échange les éléments suivants :

En premier lieu, les règles encadrant la **gestion du spectre radioélectrique** ont un impact tout particulier sur la richesse et la diversité de l'offre de télévision et de radio proposée à nos concitoyens. Eu égard à l'importance de la télévision et de la radio pour nos concitoyens et pour la diffusion de la culture, notamment *via* les œuvres audiovisuelles et cinématographiques, nous avons souligné combien il est essentiel que l'offre de télévision et de radio soit pluraliste et promeuve la diversité culturelle.

Nous avons confirmé que, dans la majorité des États membres, les règles d'attribution des fréquences radioélectriques aux services de télévision et de radio sont spécifiques à ce secteur et comportent des mécanismes particuliers pour permettre de poursuivre ces objectifs d'intérêt général. Tout en souscrivant à l'objectif d'une gestion du spectre plus efficace, nous avons insisté sur le fait qu'il importait, dans ce contexte, que la révision du « Paquet Télécom » préserve la pleine capacité des États membres à définir et mettre en œuvre leurs politiques audiovisuelles dans le respect du principe de subsidiarité. Pour cela, les dispositions du « Paquet Télécom » révisées doivent rester suffisamment souples et, le cas échéant, prévoir les dérogations adaptées aux spécificités du secteur audiovisuel.

La nécessité de préserver dans la gestion du spectre la capacité utile aux développements actuels et futurs de l'audiovisuel (haute définition, télévision mobile personnelle, radio numérique...) a été soulignée. Derrière ces considérations techniques c'est bien l'avenir de nos industries audiovisuelles, et donc la diversité culturelle que représente la création en Europe qui est en jeu. Ne l'oublions pas.

En second lieu, la **lutte contre le piratage** des œuvres musicales, audiovisuelles et cinématographiques s'est imposée dans nos débats comme un enjeu de première importance. Il s'agit incontestablement d'un problème complexe et délicat, dont la résolution ne saurait reposer sur une seule catégorie d'acteurs mais, à l'inverse, sur une coopération accrue des différentes parties prenantes.

Nous nous sommes accordés pour souligner le besoin d'information et de pédagogie auprès des internautes sur ce thème. Dans ce cadre, les fournisseurs d'accès à Internet et les opérateurs télécoms doivent jouer un

rôle actif - comme certains le font déjà à titre individuel ou dans le cadre d'accords interprofessionnels - en sensibilisant et en fournissant systématiquement une information à leurs abonnés. Cette obligation, prévue dans les propositions de la Commission, ne saurait naturellement être source de charges financières significatives pour ces fournisseurs.

Enfin, plusieurs d'entre nous ont rappelé l'importance des **règles de *must-carry*** et la nécessité de préserver pour les États membres suffisamment de souplesse dans la définition de ces règles et de ne pas créer d'obligations de révision et de notification inutilement lourdes et bureaucratiques.

En conclusion, je retiens que nous, ministres en charge de l'audiovisuel, avons souhaité aujourd'hui appeler l'attention de nos collègues en charge des télécommunications ainsi que celle des députés européens et de la Commission, sur la nécessité de prendre en compte ces spécificités et objectifs du secteur audiovisuel dans la révision du « Paquet télécom ».



Séminaire sur « les médias de service public à l'ère du numérique » (Strasbourg, 17-18 juillet 2008)

Conclusion du séminaire – Intervention de la Ministre

Madame la commissaire, mesdames et messieurs les ministres,

Je souhaite à présent vous informer brièvement des conclusions d'un séminaire que la présidence a organisé voici quelques jours sur un sujet que, je le sais, nous considérons tous comme essentiel : les médias de service public à l'ère du numérique.

Plusieurs personnalités européennes éminentes m'ont fait l'honneur de participer avec moi à ce séminaire, dont Mme Neelie KROES, commissaire européenne chargée de la concurrence, qui a donné un éclairage très utile sur ses projets en la matière. Ce sujet d'actualité s'inscrit en effet directement dans le programme de travail de la Commission, puisque cette dernière s'apprête à réviser ses lignes directrices sur l'application aux radiodiffuseurs de service public des règles relatives aux aides d'État.

Compte tenu de l'importance que jouent les médias de service public dans les différents pays de l'Union, il m'a semblé que ce sujet appelait aujourd'hui une attention au niveau politique.

Sans entrer dans les détails des échanges, qui ont été extrêmement riches, je souhaite ici dégager les principales conclusions qui ont fait l'objet d'une très large convergence de vues au sortir du séminaire :

1. La pertinence du modèle européen du service public de l'audiovisuel a été réaffirmée sans équivoque. Il a ainsi été conclu que les services publics de l'audiovisuel doivent continuer à s'adresser au plus grand nombre et pour cela s'adapter à l'évolution des modes de consommation des programmes. C'est ainsi qu'ils doivent pouvoir investir les services audiovisuels non linéaires et les différentes plates-formes numériques, au risque sinon de se voir marginaliser et de ne plus pouvoir remplir leurs missions d'intérêt général.

2. Il a été souligné également que ce développement devait bien sûr s'effectuer dans le respect des règles de la concurrence, qui font déjà l'objet d'un encadrement communautaire. Ce dernier a fait ses preuves et a été jugé adéquat. Sa révision prochaine doit être l'occasion de le consolider largement tout en permettant de favoriser l'investissement par les médias de service public des services non linéaires et des plates-formes numériques.

3. Un point a été particulièrement mis en exergue, au travers de nombreux exemples : la définition des missions, de l'organisation, mais également des mécanismes de financement et de gouvernance des services publics de l'audiovisuel doit, pour conserver toute sa pertinence, tenir compte de la diversité des héritages, des traditions et des situations des pays. Pour ces raisons, les participants au colloque ont souligné que ces éléments devaient **rester de la compétence de chaque État membre**, conformément au principe de subsidiarité -rappelé en la matière par le protocole d'Amsterdam.

4. Le séminaire a également conclu que les services publics de l'audiovisuel doivent pouvoir proposer tous les types de contenus, sans exclusive, tout en étant fidèles à l'exigence de qualité qui leur est inhérente. A cet égard, il a été rappelé que **la spécificité du service public comporte notamment une exigence culturelle** forte [qu'il convient de décliner d'une manière compatible avec une réponse à l'ensemble des attentes de nos concitoyens].

5. Enfin, un point a été particulièrement débattu lors du séminaire : celui de **l'émergence de services payants, qui pose naturellement question s'agissant du service public de l'audiovisuel**. Sur ce point, les experts ont majoritairement conclu qu'il n'était pas opportun d'exclure *a priori* les services payants du périmètre du service public. Ils ont en effet considéré qu'une telle exclusion entraverait le développement des services publics audiovisuels sur certaines plates-formes numériques ayant des modèles économiques spécifiques, comme la télévision mobile.

Voici donc les principaux éléments qui se sont dégagés lors de ce séminaire.

Je voudrais maintenant céder la parole à mon collègue allemand, Bernd Neumann et à la délégation néerlandaise, qui, je crois, souhaitent intervenir sur ce thème.



Présidence française 2008
Calendrier de la réunion informelle des Ministres et des colloques
organisés par le Ministère de la Culture et de la Communication

	DATE	Lieu envisagé	Responsable
Réunion informelle des Ministres de la culture et de l'audiovisuel	21-22 juillet 2008	Château de Versailles	Victoire.citroen@culture.gouv.fr elisabeth.lalaut@culture.gouv.fr
Colloque européen sur les contenus créatifs en ligne	18 et 19 septembre 2008	Paris-Musée du Quai Branly	laure.kaltenbach@pm.gouv.fr helene.de-montluc@culture.gouv.fr
Etats généraux du multilinguisme	26 septembre 2008	Paris La Sorbonne	Jean-francois.baldi@culture.gouv.fr odile.canale@culture.gouv.fr
Séminaire sur les nouvelles frontières de l'économie de la culture	2-3 octobre 2008	Musée du Quai Branly	Philippe.chantepie@culture.gouv.fr anna-michele.schneider@culture.gouv.fr
Forum européen des politiques architecturales	9-10 octobre 2008	Bordeaux (Arc-en-Rêve)	Yvette.masson@culture.gouv.fr
Réunion des responsables européens des musées	23 octobre 2008	Paris Musée d'Orsay	Pascal.hamon@culture.gouv.fr
Forum d'Avignon « Culture, économie, médias La culture, facteur de croissance »	17-18 novembre 2008	Avignon – Palais des Papes	laure.kaltenbach@pm.gouv.fr





	DATE	LIEU ENVISAGÉ	RESPONSABLE
Colloque « Nouvelles perspectives du dialogue interculturel en Europe »	17-19 novembre 2008	Centre Pompidou	Jean-marc.lauret@culture.gouv.fr
Réunion du Bureau des archivistes et colloque « la lutte contre le trafic illicite des archives »	18-21 novembre 2008	Archives Nationales à Paris et Direction des archives du monde du travail de Roubaix	Christine.martinez@culture.gouv.fr
Colloque sur la circulation des arts vivants en Europe	24-25 novembre 2008	Cité internationale universitaire de Paris	Francois.terrasson@culture.gouv.fr
Conférence « numérisation du patrimoine culturel - Bibliothèque numérique européenne »	27-28 novembre 2008	Paris Musée du Quai Branly	Christophe.dessaux@culture.gouv.fr
Colloque sur les références culturelles des européens	2 décembre 2008	Théâtre du Rond Point à Paris	Philippe.chantepie@culture.gouv.fr anna-michele.schneider@culture.gouv.fr
Conférence visant à constituer le réseau des sites labellisés au titre du « patrimoine européen »	4-5 décembre 2008	Avignon – Palais des Papes	Bruno.favel@culture.gouv.fr France.quemarec@culture.gouv.fr
Colloque « archives électroniques »	10-12 décembre 2008	Toulouse Centre des congrès Pierre Baudis.	Christine.martinez@culture.gouv.fr

Conseil des Ministres de la culture et de l'audiovisuel les 20 et 21 novembre à Bruxelles